

# Le partage des richesses en question

vendredi 15 mai 2009, par [BOURNAY Jacques](#) (Date de rédaction antérieure : 12 mai 2009).

**« Partage des richesses ou alors ça va péter ! » Voilà ce que nous chantons depuis des années dans les manifs. Maintenant, tout le monde en parle, puisque c'est dans l'augmentation des inégalités que se situe l'origine profonde de la crise.**

En octobre 2008, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a publié un rapport intitulé « Growing Unequal » (traduction officielle : « Croissance et inégalités »), dans lequel on lit les révélations suivantes : « *La crainte est générale, en effet, que la croissance économique ne soit pas équitablement partagée. Un sondage de la BBC, réalisé en février 2008, indiquait que les deux tiers environ de la population, dans 34 pays, estimaient que les évolutions économiques de ces dernières années n'avaient pas été justement partagées.* » Ou encore : « *Ce rapport est consacré à un examen de la situation dans les 30 pays développés qui constituent l'OCDE. Il montre que les inégalités de revenu se sont creusées au moins depuis le milieu des années 1980 et probablement depuis le milieu des années 1970.* » Et même : « *La seule façon durable de réduire les inégalités est de mettre fin à la tendance sous-jacente au creusement des écarts sur le plan des salaires et des revenus du capital* » Mais, malheureusement, « *les revenus des très très riches ne sont pas pris en compte dans ce rapport, car on ne peut pas les appréhender correctement au travers des sources de données habituelles concernant la distribution des revenus* ».

## Plus pour les dividendes...

Bien entendu Sarkozy a aussi voulu avoir son mot à dire sur ce sujet. Il a demandé au directeur général de l'Insee un rapport sur « Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France », pour la fin mai, en vue de le présenter aux « partenaires sociaux ». Le partage de la valeur ajoutée (VA), c'est le partage primaire du revenu issu de la production, entre revenu du capital et revenu du travail. Ce dernier est défini d'une façon large. Il est constitué des salaires nets et des salaires socialisés, c'est-à-dire des cotisations sociales ouvrières et patronales, qui servent au financement des prestations sociales (aux malades, aux retraités, etc.). Le calcul est restreint aux seules sociétés non financières ; il exclut les banques, pour lesquelles la notion de VA n'est pas évidente, et les administrations publiques, dont le capital ne fonctionne pas, en principe, comme un capital privé à rentabiliser. Les chiffres, depuis 1949, sont disponibles sur le site de l'Insee.

Dans le graphique ci-contre [non reproduit ici], on peut distinguer trois périodes : 1949-1974 (environ 69%), 1975-1985 (73%), 1986-2007 (65%). La bosse de la fin des années 1970 est due aux chocs pétroliers que les patrons n'ont pas pu faire payer aux salariés, malgré le plan Barre de 1976. Mais, ensuite, les deux septennats de Mitterrand (d'abord avec l'Union de la gauche, puis avec la droite) ont rétabli la situation... et même au-delà. Et, Jospin, en 1997-2002, n'a rien arrangé.

En fait, le partage actuel n'a jamais été aussi bas depuis 60 ans et on peut faire le petit calcul suivant. Si l'on se réfère à la moyenne des années 1960, le coefficient de partage a baissé de 4% ; depuis 1988, cela fait plus de 500 milliards d'euros qui sont passés de la poche des salariés dans

celle des patrons. On comprend bien les explosions de la Bourse et des dividendes.

### **...moins pour les salaires**

Le rapport commandé par Sarkozy n'est pas encore public, mais des fuites ont eu lieu. La lecture du graphique qui est proposée par le journal *Les Echos* se réduit aux 20 dernières années, avec le commentaire « *le partage de la VA est stable en France, alors qu'il a baissé dans la plupart des autres pays* ». Ce qui revient à « oublier » la baisse brutale des années 1980 en France. En fait, tous les pays montrent un partage en baisse, brutale ou non, depuis la vague libérale des années 1980.

Le revenu du capital dans le partage de la VA est le profit brut. Mais on peut aussi s'intéresser au partage du profit net, au sens de la comptabilité des entreprises, en enlevant notamment les impôts et les prélèvements des banques sous forme d'intérêts, mais en rajoutant les revenus financiers reçus par les (grandes) entreprises. Ce profit net serait distribué pour 36% aux actionnaires (dividendes), pour 7% aux salariés (intéressement), et les 57% restant aux entreprises pour investir. On est loin du partage en trois tiers qui serait le « juste » partage selon Sarkozy, manifestement mal renseigné par ses conseillers.

Le troisième objet du rapport concerne l'évolution des salaires, et plus exactement des écarts de rémunérations salariales. Les chiffres ne sont pas disponibles en séries longues mais, sur la période 1996-2006, ils montrent que 99% des salariés ont eu une augmentation annuelle moyenne de moins de 1%. Cela va beaucoup mieux pour les très hauts salaires, qui évoluent au moins deux fois plus vite, surtout si l'on précise que les stock-options et autres bonus non imposables restent inconnus des statistiques. Les discours sur la « moralisation du capitalisme » tentent de nous faire croire que la crise est due à ces hauts salaires « insupportables ». Mais c'est le capitalisme lui-même qui est insupportable !

---

**P.-S.**

\* Paru dans « Tout est à nous » n° 8 du 14 mai 2009.